



## Le patrimoine au prisme de l'immigration : le cas de la présence espagnole en Belgique

Par Maite Molina Mármol

Pour citer cet article

Maite Molina Mármol, « Le patrimoine au prisme de l'immigration : le cas de la présence espagnole en Belgique », Analyse de l'IHOES, n°141, 6 juillet 2015, [En ligne] http://www.ihoes.be/PDF/IHOES\_Analyse141.pdf.

D'une part, l'inscription dans un patrimoine – étymologiquement, « l'héritage du père » – est l'objet d'une compétition, a fortiori réservée à ce qui relève du national : les étrangers sont donc a priori exclus de l'inscription dans ce domaine et de la reconnaissance qui en découle. D'autre part, l'immigré a longtemps été considéré comme un homme sans racines, dépourvu d'histoire. Caractérisé par une « double absence »¹ – jamais réellement présent dans le pays d'accueil où son passage n'est conçu que comme provisoire et ne pouvant retrouver sa place dans le milieu d'origine après son expérience –, l'immigré entretient dans cette perspective une relation problématique avec la mémoire : « [...] que peut transmettre un pauvre démuni socialement et culturellement tel qu'un immigré, si ce n'est un héritage impossible, une culture d'origine, des valeurs inadaptées au monde dans lequel lui-même et ses enfants vivent ? »².

Ces constats peuvent aujourd'hui être largement nuancés, après que se soient multipliées dans les années 2000 les recherches sur la « mémoire » des populations immigrées³ et que se soient développées les initiatives autour de la préservation de leur patrimoine. Il s'agit ici de s'intéresser plus précisément au cas de l'immigration espagnole en Belgique qui constituera le point de départ d'une réflexion sur la patrimonialisation : Qu'est-ce qui fait patrimoine ? Qu'est-ce qui est jugé digne de figurer dans l'espace public ? Quand et pourquoi ? Quelles références sont convoquées ? De quels enjeux relève ce processus ?

Abdelmalek SAYAD, La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré, Paris, Seuil, 1999.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Chaïb SABAH, « Les familles immigrées, terrain de recherches », Informations sociales. Mémoires familiales et immigrations, n°89, 2001, p. 56.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Il faut néanmoins noter que lorsque la mémoire a été rapportée à l'immigration, cela a bien souvent constitué « en quelque sorte une opération de substitution plus ou moins consciente à l'explication historique » qui s'est limitée à « se placer sur le terrain du 'rappel', de 'l'émotion', de 'l'identité', et finalement du 'projet' consistant à dépasser la problématique de l'origine nationale comme facteur 'négatif' et 'discriminant' pour 'faire' de la 'mémoire commune' à partir d'une pluralité de mémoires singulières ». Mustapha Belbah et Smaïn Laacher, *Immigration, politique et usages de la mémoire. Étude réalisée dans le cadre de l'action 1 du projet EQUAL « Former des médiateurs de la mémoire pour lutter contre les discriminations »*, Paris, Génériques, 2005, p. 11-12.

## Passé et présent des « petites Espagne » de Belgique

En 1970, au plus fort de leur présence en Belgique, les 67 534 Espagnols ne constituent que le troisième groupe étranger du pays. Ils se caractérisent néanmoins par la densité de leur mouvement associatif qui contribue à leur conférer une importante visibilité<sup>4</sup>. Les deux principaux points de concentration, qui voient se sédimenter les différentes vagues migratoires composant cette population, sont Bruxelles et Liège<sup>5</sup>.

Concernant la vague migratoire d'après-guerre, la présence espagnole à Bruxelles est disséminée dans les différentes communes de l'agglomération. Les jeunes employées domestiques sont davantage présentes dans les quartiers résidentiels où elles travaillent, soit les plus riches de l'est et du sud-est de la ville (Etterbeek, Ixelles, Uccle, Watermael-Boisfort, Woluwe-Saint-Lambert et Woluwe-Saint-Pierre)6. Les ouvriers, quant à eux, se concentrent dans les quartiers populaires de l'ouest, notamment à Anderlecht - où de nombreux Galiciens trouvent à s'employer dans les abattoirs -, mais aussi à Bruxelles-ville et à Saint-Gilles - où les gares permettent le déplacement des mineurs travaillant à Charleroi et que desservent également les autobus arrivant directement d'Espagne dans les années 19607. Les Espagnols sont également présents en nombre dans les zones industrielles de Schaerbeek et de Vilvoorde. Cette dernière commune, située en périphérie, accueille en majorité des ressortissants du sud de la péninsule. Dans les années 1960, un double mouvement se produit. D'une part, les Espagnols « sautent le boulevard », quittant Bruxelles-ville pour Saint-Gilles, ce qui signifie un investissement plus important dans le logement et donc une projection dans un avenir à plus long terme en Belgique<sup>8</sup>. D'autre part, alors qu'elle ne possédait pas ce statut dans les années 1950, la même commune de Saint-Gilles devient un lieu de première installation pour les nouveaux arrivants espagnols<sup>9</sup> et un véritable territoire d'implantation, constituant certainement la « petite Espagne » la plus emblématique de Bruxelles<sup>10</sup>. Pour moitié originaires des Asturies et d'Andalousie<sup>11</sup>, les Espagnols de Saint-Gilles se concentrent dans le bas de la commune, autour de la gare du Midi<sup>12</sup>. S'y développe un réseau de ressources très diversifié et spécifiquement destiné à la communauté, au rang desquelles figurent en première place les épiceries, les restaurants et les bars<sup>13</sup>. Ces derniers servent de lieu de rassemblement entre compatriotes mais offrent également des informations et un premier toit à ceux ne bénéficiant pas de contacts sur place<sup>14</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Pour rappel, on distingue généralement quatre vagues migratoires de l'Espagne vers la Belgique au XX<sup>e</sup> siècle : la première, de peu d'ampleur, date de l'entre-deux guerres et serait essentiellement constituée de commerçants installés à Anvers, Bruxelles et Liège ; la seconde correspond à l'exil consécutif à la guerre de 1936-1939 et se compose surtout de *Niños de la Guerra* (plus de 5 000) évacués par le gouvernement républicain afin de leur permettre d'échapper aux combats ; la troisième vague migratoire est constituée par les travailleurs qui arrivent dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale mais ne s'officialise qu'en novembre 1956 avec la signature de la convention bilatérale hispano-belge qui prévoit pour les candidats une durée minimum de cinq ans de travail dans les mines ; la quatrième vague, aux caractéristiques bien différentes, date de l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne en 1986 et voit l'arrivée de 2 500 fonctionnaires. María José SÁNCHEZ, « Les Espagnols en Belgique au XX<sup>e</sup> siècle », Anne MORELLI (dir.), *Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique, de la préhistoire à nos jours*, Bruxelles, Couleur livres, 2004, p. 279-296.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Concentrée initialement dans les régions minières de Liège, du Hainaut et du Limbourg, grâce au contexte économique favorable des années 1960, la présence espagnole se disperse ensuite et se renforce dans la capitale. Maite MOLINA MÁRMOL, *Cara a España... L'immigration espagnole en région liégeoise : histoire et mémoire des clubs Federico García Lorca* (Catalogue d'exposition), Liège, IHOES, 2007.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> À propos de ces employées, il est à noter que la convention hispano-belge de 1956 permet l'octroi de permis de travail pour le service domestique. À l'échelle du pays, cette occupation – essentiellement féminine – va dépasser celle dans les charbonnages à partir de 1961. Anne MORELLI, « Les servantes étrangères en Belgique comme miroir des diverses vagues migratoires », Sextant. La domesticité en Belgique, n° 15-16, 2001, p. 149-164.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Raf Custers, « Spaanse mijnwerkers voor en na Marcinelle », Brood en Rozen, n°3, 2006, p. 31-45.

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Ángel ENCISO, « La communauté espagnole à Bruxelles », MRAX-Info, n°27, juillet-août-septembre, p.26.

<sup>°</sup> Thomas Wybauw, Immigration espagnole à Saint-Gilles, Bruxelles, Mémoire ULB : Département d'histoire, 2001, p. 45.

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> En 1970, les 7 722 Espagnols de Saint-Gilles, s'ils sont moins nombreux que les 8 294 résidant dans la commune de Bruxelles, sont pourtant présents sur un espace dont la superficie est treize fois inférieure et où ils constituent 14,78 % de la population totale et 42,88 % de la population étrangère de la commune. *Ibid.*, p. 18.

<sup>&</sup>quot;Selon les statistiques établies par Thomas Wybaum sur base d'un échantillon établi à partir des registres d'étrangers de la commune de Saint-Gilles. *Ibid.*, p. 32.

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Rue de Mérode, rue de Hollande, avenue Fonsny, rue Théodore Verhaegen, rue Émile Féron, chaussée de Forest.

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup> En 1968 sont ainsi dénombrés, par la *Guia española en Bélgica*, pour l'ensemble du territoire bruxellois, deux commerces de meubles, quatre grossistes variés, cinq commerces de radio-tv, cinq horlogeries, cinq boulangeries « grossistes », cinq pensions de famille, sept poissonneries, huit photographes, dix cordonneries, dix garages, douze coiffeurs ainsi que neuf équipes de foot, nonante-quatre épiceries et 149 cafés et bars. En 1974, sont encore comptabilisés 227 bars et restaurants spécifiquement destinés aux Espagnols, 123 commerces d'alimentation et 150 commerces en tout genre. Ramón SIEIRO Y VILLAR, *Problèmes d'immigration et pastorale : la pastorale des Espagnols à Bruxelles*, Louvain-la-Neuve, Mémoire UCL : Faculté de théologie et de droit canonique, 1979, p. 40.

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> C'est notamment le cas de la fameuse « Casa Servanda » située à Bruxelles-ville.

À Liège, la population espagnole a constitué plus d'1 % de la population totale mais est toujours restée numériquement bien moins importante que l'italienne. À l'instar de la répartition géographique de cette dernière, les Espagnols de Liège – qui présentent un profil plus homogène et davantage ouvrier qu'à Bruxelles – se répartissent suivant la localisation des mines et de l'industrie métallurgique lourde, située le long de la Meuse. Ils sont principalement présents à Jemeppe et Seraing où sont implantées les installations de l'usine sidérurgique Cockerill, ainsi qu'à Herstal où l'on compte alors plusieurs mines ainsi que l'importante Fabrique nationale d'armes, cette dernière commune étant également voisine des charbonnages de Cheratte. En dehors de la région urbaine peuvent également être mentionnées les deux zones de concentration de Trooz et Saint-Georges-sur-Meuse qui correspondent à l'implantation des divisions de l'usine Prayon<sup>15</sup>. Le centre de gravité de la présence espagnole se trouve cependant depuis toujours au centre de la ville de Liège où presque 50 % des Espagnols de la région urbaine habitent encore au début des années 1990, principalement dans les vieux quartiers de Bressoux, Sainte-Marguerite et plus particulièrement, dans l'ancien faubourg industriel de Saint-Léonard<sup>16</sup>. C'est dans ces quartiers que se concentrent les centres et associations espagnols, exception faite du premier Hogar español fondé en Belgique, le 26 juillet 1957, et situé dans un quartier plutôt bourgeois<sup>17</sup>.

De la densité associative – qui a atteint son apogée au cours de la décennie 1980<sup>18</sup> – et de cette visibilité dans l'espace urbain ne subsistent aujourd'hui que peu de traces : un nombre réduit d'associations, dont le siège se situe généralement dans un café, quelques restaurants et commerces, auxquels il faut ajouter les espaces éphémères réactivés à l'occasion d'événements. Ceux-ci peuvent être festifs (la *romería* de Trooz, la *Feria Andaluza* à Koelkelberg), liés à des commémorations religieuses (le pèlerinage autour de la Vierge d'*El Rocío* organisé par l'association Peñarroya, dans le Brabant flamand) ou se rapporter au folklore ouvrier (par exemple la fête de Sainte-Barbe, patronne des mineurs, célébrée dans le Limbourg par le *Hogar Español los Emigrantes*)<sup>19</sup>.

En dehors de ces manifestations ponctuelles au cours desquelles la communauté espagnole se retrouve mais aussi s'expose et, en quelque sorte, se célèbre, force est de constater qu'à une présence vivante se substitue celle figée de quelques monuments. Il s'agit maintenant de situer ceux-ci, géographiquement et temporellement, mais également d'en retracer la topographie mémorielle, soit l'inscription dans des champs mémoriels plus larges.

## La guerre d'Espagne et l'identité ouvrière comme référents mémoriels

La présence espagnole en Belgique se donne en effet également à voir à travers quelques structures pérennes, peu nombreuses. Cette identification se fait néanmoins généralement de manière détournée, d'une part via l'inclusion dans la présence plus large de la main-d'œuvre étrangère employée en Belgique principalement dans l'après-guerre ; d'autre part par l'intermédiaire de l'évocation du conflit de 1936-1939 qui a profondément marqué l'imaginaire belge²0.

<sup>15 «</sup> Recensement Général de la Population et des Logements au 1er mars 1991 », La population allochtone en Belgique, Monographie n° 3, 2002, p. 191-192.

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> Idem.

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> Au n°34 de la rue Sainte-Marie. José María Lucas Sanmarti, *La migración hizo historia*, Genk, 1983, p. 77-84.

<sup>18</sup> Les associations ethniques ont bénéficié des facilités offertes par la législation belge, et plus particulièrement la loi de 1921 sur les associations internationales à but scientifique qui a été élargie dès 1952 aux asbl internationales : pour se constituer en association, il suffit que 3/5 des membres du conseil d'administration de l'entité établie soient de nationalité belge ou résidents en Belgique depuis au moins cinq ans. Pour ce qui est plus spécifiquement du cas espagnol, les années 1970 sont marquées par le mouvement de fédération des associations qui cherchent à se constituer en interlocuteurs du pouvoir espagnol en transition après la mort du dictateur Francisco Franco en 1975. La reconnaissance des Communautés autonomes par la Constitution espagnole de 1978 permet également aux associations d'accéder à de nouvelles sources de financement et de se développer.

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup> La brochure *Midi del Sur*, éditée en 2010, rend compte de ce qu'a été le « Bruxelles espagnol » et ce qui en subsiste. Jeroen DE SMET et Hans VANDECANDELAERE, *Midi del Sur*, Bruxelles, Erfgoedcel Brussel et Sterwerk Babel, 2010 [disponible en ligne : <a href="http://www.erfgoedcelbrussel.be/images/filelib/Mididelsurdef\_586.pdf">http://www.erfgoedcelbrussel.be/images/filelib/Mididelsurdef\_586.pdf</a>].

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup> Se reporter par exemple au travail pionnier d'André De Smet (*La Belgique et la guerre civile espagnole (1936-1939)*, Bruxelles, École royale militaire, Mémoire présenté en vue de l'obtention du titre de licencié en Sciences sociales et militaires, 1966) mais surtout aux travaux de José GOTOVICH, notamment « La Belgique et la Guerre civile espagnole. Un état des Questions », *Revue belge d'histoire contemporaine*, XIV, n° 3-4, 1983, p. 497-532. Significativement, un numéro spécial de la RBPH a été consacré à cette thématique : *Revue belge d'histoire contemporaine : La guerre d'Espagne*, XVII, 1-2, 1987. Plus récemment, se référer à l'article de Víctor Fernández Soriano, « Bélgica y la guerra civil : el impacto del conflicto español en la política y la diplomacia de una pequeña potencia », *Cuadernos de Historia Contemporánea*, vol 29, 2007, p. 219-233.

À Liège, et plus précisément dans l'ancienne commune minière de Cheratte, l'inscription à la craie, sur les murs du charbonnage du Hasard, « *Adiós Cheratte. 28-10-77. FINI* » rappelle discrètement la contribution espagnole au maintien de cette industrie<sup>21</sup>. Elle répond en quelque sorte à la visibilité un peu froide de la berline de la place Louis Capier [ci-contre], érigée en monument rendant hommage aux mineurs belges et étrangers. Plus globalement, les lieux de mémoire de l'immigration espagnole en Belgique semblent phagocytés par la mémoire ouvrière en Wallonie.

Parallèlement, l'intérêt que suscite la guerre d'Espagne en Belgique ne se situe pas seulement au niveau académique et pédagogique<sup>22</sup> mais prend également pour cadre l'espace public qui revêt les marques de la place symbolique réservée au conflit espagnol dans ce pays. À Bruxelles, l'esplanade et le monument d'hommage « aux volontaires de Belgique des Brigades interna-





tionales morts pour la défense des libertés démocratiques » [cicontre] sont installés dans le cimetière de Saint-Gilles, à proximité de l'imposante tombe de Joseph Jacquemotte, fondateur du Parti communiste de Belgique<sup>23</sup>. Jusqu'en 2009 s'y réunissent chaque année les Brigadistes belges encore en vie - aujourd'hui tous disparus -, des anciens résistants, des militants antifascistes mais aussi des exilés espagnols, des Niños de la Guerra ainsi que leurs descendants, pour honorer la mémoire de cette lutte. À Liège, c'est à l'initiative de l'asbl Démocratie sans frontière, avec le soutien des Territoires de la Mémoire et de la Ville de Liège, qu'est inaugurée le 19 avril 2006 une plaque commémorative « en souvenir de la destruction de Guernica, ville martyre, par l'aviation nazie le 26 avril 1937 »<sup>24</sup>. Placée à proximité du monument national à la Résistance du Parc d'Avroy, la plaque constitue un lieu de rassemblement pour la commémoration annuelle qu'organise Démocratie sans frontière et à laquelle participent toujours aujourd'hui des Niños de la Guerra.

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> La photographie de cette inscription a été trouvée au hasard de déambulations sur le net. Reliques, souterrains et industrie (29/04/13), « La paire de Cheratte », [en ligne] <a href="http://derelicta.pagesperso-orange.fr/cher1.htm">http://derelicta.pagesperso-orange.fr/cher1.htm</a>.

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup> À titre d'exemples, en se centrant sur la région de Liège, peuvent être rapportées les publications du dossier pédagogique coordonné par Jules PIRLOT (*Liège – Picasso – Guernica*, Liège, Enseignement communal liégeois, 2000) ou encore celle du catalogue présenté par Francisco Santín (*L'insupportable silence des démocraties*, Liège, Démocratie sans frontière, 2006).

Par ailleurs, la maison d'édition bruxelloise ADEN, dirigée par Gilles Martin, a lancé en 2009 la collection « Passe-Mémoire » consacrée « à la mémoire de ceux qui combattirent pour la sauvegarde et l'idéal de la République espagnole », se proposant de traduire des ouvrages uniquement disponibles en espagnol ou de rééditer ceux qui sont épuisés ou introuvables (Juana Doña, *Depuis la nuit et le brouillard. Femmes dans les prisons franquistes* en 2009; Marcos ANA, *Dites-moi à quoi ressemble un arbre! Mémoires de prison et de vie* en 2010; Ricard VINYES, Montse ARMENGOU et Ricard BELIS, *Les enfants perdus du franquisme* en 2012).

Les oeuvres audiovisuelles se sont moins centrées sur le conflit de 1936-1939 que sur ses conséquences mémorielles qui ont été explorées d'abord par Marie-Paule Jeunehomme dans *Los nietos* (Centre vidéo de Bruxelles, Centre de l'audiovisuel de Bruxelles, RTBF et les Territoires de la Mémoire, 2007, 59') sur l'exhumation des fosses clandestines dans un petit village de la province de Léon, en mettant en exergue le rôle des « petits enfants » ; et ensuite, par José Luis Peñafuerte dans *Les chemins de la mémoire* (Belgique-Espagne, Alokatu S.L. et Man's film, 2009, 96').

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup> Des volontaires antifascistes du monde entier partiront combattre en Espagne ; parmi eux : les Brigades internationales, principal soutien à la République espagnole, sont mises en place par l'International communiste, le Komintern.

Á noter que le monument en hommage aux Brigadistes existe déjà en décembre 1982, lorsqu'y est rendu un hommage à l'ancien brigadiste Raoul Baligand, comme le mentionne une brochure du club Federico García Lorca de Bruxelles (Centro de Documentación de las Migraciones, Fonds Víctor Castro, 001-011).

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup> « Démocratie sans frontières » voit le jour en 1998, à l'initiative d'un *Niño de la Guerra* militant socialiste et dirigeant local du Partido Socialista Obrero Español (PSOE). Liée à la section locale du parti socialiste de Wandre, l'association se donne pour objectif la défense des droits de l'homme et du droit de vote pour les immigrés, au travers de campagnes d'informations principalement destinées aux écoles. Cette structure s'associe également aux Territoires de la Mémoire dans le cadre de la production du documentaire de Marie-Paule Jeunhomme, *Los nietos* (2007, 59') qui porte sur l'exhumation des fosses en Espagne.

Ainsi, il ne s'agit pas de structures spécifiquement dédiées à l'exil espagnol mais la référence à celui-ci s'agrège plutôt – et, d'une certaine manière, logiquement puisque la présence de ces individus sur le territoire belge est la conséquence des événements de 1936-1939 – à ces lieux de mémoire consacrés, au sein de la société belge, à la guerre d'Espagne. Cet « événement-référence »<sup>25</sup> est toutefois également et significativement exploité à l'heure d'évoquer la présence immigrée, notamment à travers deux structures, encore une fois situées à Bruxelles et à Liège.

Dans la capitale belge, le 7 juillet 2006 a été inaugurée l'installation « Pasionaria », de l'artiste d'origine espagnole Emilio López Menchero. Prenant la forme d'un porte-voix, accessible par un escalier, « Pasionaria » est installée à proximité de la gare du Midi en tant que lieu symbolique d'arrivée de l'immigration à Bruxelles, mais également en tant que lieu de concentration des manifestations sociales et politiques de l'ensemble de la société civile. L'œuvre fait référence au film de Joris Ivens, Terre d'Espagne (1937) dans lequel apparaît un porte-voix géant destiné à émettre des discours d'encouragements - notamment ceux de Dolores Ibarruri dite Pasionaria - aux soldats républicains sur le front. Dédiée à tous les migrants, l'installation « Pasionaria » [ci-contre] a été inaugurée à l'occasion du quarantième anniversaire de l'immigration marocaine en Belgique<sup>26</sup> et transcende donc sa référence originelle à l'Espagne. Il paraît ici intéressant d'esquisser une comparaison entre l'installation « Pasionaria » et le monument dédié à Francisco Ferrer, anciennement situé place Sainte-Catherine, constituant lui aussi un point de ralliement pour les manifestations<sup>27</sup>, un repère visuel et symbolique dans le cadre des protestations politiques et sociales.



C'est sur cette même conjonction, mêlant la référence à la guerre d'Espagne au parallèle avec d'autres vagues migratoires, que s'est érigé le monument inauguré à Liège en octobre 2014. Le « Mur des libertés » [ci-dessous] est la concrétisation, soutenue par la Ville de Liège, du projet du collectif *Generación Lorca* qui a voulu rendre « un hommage à nos parents et à tous ces hommes et ces femmes qui ont fui la dictature espagnole de Franco (1936-1975) pour des raisons politiques ou économiques »<sup>28</sup>. L'œuvre combine l'inscription d'une phrase du poète Federico García Lorca (« Dans le drapeau de la liberté, j'ai brodé le plus grand amour de ma vie »<sup>29</sup>) sur le mur de soutènement du fond de la place Saint-Léonard, à une table entourée de tabourets, destinée à accueillir des animations pédagogiques concernant la thématique de l'immigration. Ainsi, si le « Mur des libertés » semble constituer le premier monument en Belgique spécifiquement consacré à la mémoire de l'immigration espagnole, il est à noter que ce que met en exergue l'initiative est la mise en question d'une frontière séparant exil et immigration, qui semble particulièrement perméable dans le cas espagnol. Ce positionnement n'est bien entendu pas neutre politiquement et se situe idéologiquement à gauche.



<sup>&</sup>lt;sup>25</sup> Emile TÉMIME, 1936, La guerre d'Espagne commence, Bruxelles, Éditions Complexe, 1986, p. 146.

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup> Emilio López Menchero (28/04/2013), « Pasionaria », [en ligne] <a href="http://www.emiliolopez-menchero.be/spip.php?article19">http://www.emiliolopez-menchero.be/spip.php?article19</a>

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup> Information fournie par Anne Morelli qui souligne également la place symbolique dont bénéficie la figure de Ferrer, en tant que franc-maçon et homme de gauche, dont le nom a été attribué à près de septante rues ou places de communes ouvrières wallonnes (Charleroi, Herstal, La Louvière, Seraing, etc.) ainsi qu'à des écoles laïques et à l'une des hautes écoles de Bruxelles. *Francisco Ferrer, cent ans après son exécution. Les avatars d'une image*, Bruxelles, La Pensée et les Hommes asbl, 2011.

<sup>&</sup>lt;sup>28</sup> Colectivo Generación Lorca Liège (15/10/13), « Generación Lorca Liège a pour principal objectif de rendre un hommage collectif à leurs parents et grands-parents, à leur histoire et leur mémoire », [en ligne] http://www.generacionlorca.be.

<sup>&</sup>lt;sup>29</sup> Selon le texte repris sur la table, la phrase de Lorca, « fusillé à l'aube du 18 août 1936 par des fascistes, près de Grenade, pour ses opinions républicaines et son homosexualité », symbolise la liberté retrouvée des Espagnols « accueillis » à Liège. À noter que la réalisation de l'œuvre est due à Alain De Clerck

La phrase choisie est extraite de la pièce de théâtre *Mariana Pineda* (1925) que Lorca a consacrée à cette libérale du XIX<sup>e</sup> siècle, exécutée après la restauration de Fernand VII.

## La patrimonialisation : le patrimoine en tant que processus

Cela a d'emblée été considéré : l'objet « migration » questionne la « mise en patrimoine » et invite à prendre en considération ses conditions de possibilité. C'est bien d'un processus dont il faut faire état, de sa genèse et son évolution comme des acteurs qui le portent.

La question de la temporalité d'abord, avec l'influence exercée par le temps de la migration. Il faut constater que ce sont les vagues d'immigration les plus anciennes – italienne, espagnole, maghrébine – qui connaissent des entreprises de récupération et de valorisation de leur mémoire. D'une part, la troisième et parfois même la quatrième génération, qui bénéficient d'une plus grande intégration au système scolaire et dont les conditions socio-économiques se sont améliorées, ont la possibilité de se tourner vers leurs racines pour valoriser une ethnicité symbolique<sup>30</sup>. Le rôle de l'*ethnic revival* – qui insiste sur l'influence de la succession des générations et stipule que ce que le fils a oublié, le petit-fils veut s'en souvenir<sup>31</sup> – se double sans doute du sentiment de perte d'un monde, celui de la première génération d'immigrés. D'autre part en effet, les vagues migratoires anciennes – au sein desquelles figure l'espagnole<sup>32</sup> –, marquées par la disparition de leurs traces dans l'espace urbain et confrontées à leur invisibilisation dans des situations d'arrivée de « nouveaux » étrangers<sup>33</sup>, trouvent peut-être dans la revendication mémorielle une manière de regagner une visibilité, une présence dans l'espace public<sup>34</sup>. Il reste, comme cela a déjà été évoqué, que cette visibilité nouvelle est autre et marque, d'une certaine manière, une perte : des espaces de sociabilité au monument ; de la rencontre fortuite à l'organisation planifiée de la commémoration ; du vivant au figé.

Il s'agit ensuite de considérer les figures célébrées à travers les monuments et les commémorations qui amènent à interroger les conditions de la prise de parole et de la visibilité dans l'espace public. Le cas de la présence espagnole en Belgique permet d'appréhender la mise en évidence de deux référents mémoriels : l'identité ouvrière et le militantisme politique qui se polarise autour de la référence à la guerre d'Espagne. Ainsi, l'historienne Ana Fernández Asperilla dans son ouvrage consacré à l'immigration espagnole en Belgique, met en exergue trois figures, les mineurs, les servantes et les militants<sup>35</sup>. Il est indéniable que les « servantes » constituent la partie la plus méconnue, tant en termes d'histoire – aucune recherche spécifique ne leur a été consacrée – que de mémoire : plus visibles, plus aisément repérables et accessibles dans le cadre d'une prise de parole dont la légitimité n'est pas questionnée – en premier lieu par les acteurs euxmêmes –, les « mineurs » et les « militants » laissent les « servantes » dans l'ombre. Ce constat draine des interrogations plus générales : femmes et hommes prennent-ils autant la parole ? Sur quels registres s'en emparent-ils ? N'existe-t-il pas également, au sein même les classes dominées, une hiérarchie qui détermine l'accès à l'expression en son nom propre dans l'espace public ?

La réappropriation de leur image par des groupes longtemps considérés comme dépossédés qui a lieu parallèlement à la reconnaissance de leurs histoire et mémoire propres – leur ouvrant l'accès à la compétition patrimoniale – mettent d'autant mieux en évidence la nature du processus de patrimonialisation, en tant que construction. Rien n'est en effet patrimoine par essence : cet « héritage du père » relève bien d'un acte performatif : est patrimoine ce que l'on décide de désigner comme tel. Le patrimoine est à considérer « à partir du présent », comme une « filiation inversée » qui substitue à la filiation sociale ou biologique une filiation culturelle<sup>36</sup>. Là est toute la définition du processus de patrimonialisation, processus en acte qui attribue de la valeur à un héritage que l'on veut conserver et partager, que ce soit en tant que transmetteur ou héritier.

<sup>&</sup>lt;sup>30</sup> L'ethnicité symbolique, qui caractérise le rapport à ses origines de la troisième génération de migrants – sans toutefois lui être spécifique – désigne un usage particulier des pratiques culturelles, extraites de la culture traditionnelle dont elles sont issues et allégées de la signification qu'elles y revêtent, pour devenir signifiantes en elles-mêmes. Herbert J. Gans, « Symbolic ethnicity : The future of ethnic groups and cultures in America », *Amercia, Ethnic and Racial Studies*, 2, 1, 1979, p. 7-9.

<sup>&</sup>lt;sup>31</sup> Marcus Lee Hansen « The Problem of the Third Generation Immigrant », *Theories of Ethnicity. A Classical Reader*, Werner Sollors (ed.), Londres, Mac Millan Press, (1996 [1937]), p. 202-215.

<sup>&</sup>lt;sup>32</sup> Il faut toutefois rappeler la reprise du mouvement migratoire entre l'Espagne et la Belgique. Si 42 907 Espagnols sont dénombrés en Belgique en 2006, ils sont 47 996 en 2011 : la crise économique déclenchée par l'éclatement de la bulle immobilière en 2008 a changé la donne pour l'Espagne qui compte, depuis juillet 2011, à nouveau plus d'émigrants que d'immigrés. Ceux-ci prennent à nouveau pour destination les pays d'Europe de l'Ouest. En Belgique, ils constituent encore le sixième groupe étranger.

<sup>&</sup>lt;sup>33</sup> La présence des vagues migratoires anciennes se normalise et devient de moins en moins visible au fur et à mesure du temps qui passe mais également dans le contexte de l'installation de nouveaux arrivants plus « étrangers », qui paraissent davantage différents et sont donc plus « visibles », gommant en quelque sorte le caractère exotique que revêtaient jusqu'alors les immigrés déjà présents.

<sup>&</sup>lt;sup>34</sup> E-Migrinter. Le visible et l'invisible dans le champ des études sur les migrations (2009), Poitiers, n°4.

Comme le mentionne Nancy L. Green, « les limites de la définition de l'étranger' changent elles-mêmes à travers le temps. [...] 'Nouveaux immigrés' fustigés par comparaison avec de bons 'anciens', l'histoire se répète ». Nancy L. GREEN, Repenser les migrations, Paris, PUF, 2002, p. 39.

<sup>35</sup> Ana Fernández Asperilla, Mineros, sirvientas et militantes: medio siglo de emigracion espanola en Belgica, Madrid, Fundación Primero de Mayo, 2006.

<sup>&</sup>lt;sup>36</sup> Jean Davallon, « Le patrimoine une filiation inversée », Espace-Temps, n°74-75, 2000, p. 6 (p. 6-16).